

KOMITÉ POPILE

jik an bout!



Responsable de publication : Jean ABAUL – Contact : 0696 41 41 32 | cncpmartinique@gmail.com

EDITORIAL

L'INTERVENTION MILITAIRE ANNONCEE EN HAÏTI EST UNE MYSTIFICATION INACCEPTABLE !

Que ceux qui soutiennent la décision de l'ONU d'autoriser l'envoi d'une force d'intervention militaire en Haïti cite une seule intervention de cet ordre, orchestrée par les impérialistes occidentaux, qui ait été bénéfique au Peuple Haïtien ! Comme chaque fois, derrière l'affichage d'intentions généreuses et humanitaires, se cache la volonté des impérialistes de maintenir leur domination dans la région. Le pire, c'est qu'ils parviennent à manipuler une partie de l'opinion



*publique qui s'imaginerait que la fin des tragédies subies par le Peuple Haïtien pourrait venir de ceux-là même qui en sont responsables. Évidemment, les médias aux ordres occultent le fait que les principales organisations populaires de ce pays*¹ ont adressé une déclaration à toutes les institutions concernées, tant au niveau régional qu'international pour s'opposer à une telle intervention.*

Ceux qui se font encore des illusions quant aux motivations des impérialistes n'ont-ils tiré aucune leçon des conséquences des interventions en Irak et en Libye ? C'est pour protéger le monde contre Saddam Hussein accusé de vouloir le détruire avec des « armes de destruction massive » - qui n'ont jamais

existé - que les « Croisés » sont intervenus en Irak. Le pays a été dévasté, aujourd'hui, le peuple vit un enfer et les occidentaux continuent à s'enrichir sur son dos. C'est soi-disant pour protéger le pauvre peuple libyen contre l'impitoyable dictature de Mouammar Kadhafi que les « Croisés » ont bombardé la

Libye et armé des terroristes. Aujourd'hui, ce peuple aussi vit un enfer pendant que les occidentaux, fiers d'avoir détruit un état rebelle et empêché la création d'une monnaie africaine, jouissent du butin. Devrait-on souhaiter un tel sauvetage à Haïti ?

Mais les impérialistes, eux, savent tirer les leçons de leurs expériences. Conscients qu'il leur est de plus en plus difficile de duper l'opinion, ils essaient de se tapir derrière des supplétifs. C'est pourquoi les USA envoient le Kenya et certains pays caribéens en première ligne dans le projet d'intervention en Haïti, tout comme le pouvoir français avait chargé la CEDEAO d'assumer une opération militaire au Niger*2.

Cette fois-ci, le prétexte invoqué par les impérialistes occidentaux pour justifier leur interventionnisme, est de venir neutraliser les gangs qui terrorisent la population.

Pour savoir comment neutraliser les gangs, la première question à envisager est la suivante : « Qui sont ceux qui les contrôlent et qui les arment ? » Il n'est pas contestable qu'aux commandes se retrouvent des grands groupes économiques, une certaine frange de la police et des politiciens liés au pouvoir imposé par des pays étrangers. Il est indéniable aussi que les puissantes armes dont disposent les criminels ne viennent pas d'Haïti et que les États Unis disposent de tous les moyens nécessaires pour empêcher qu'elles arrivent dans le pays. Quand les impérialistes occidentaux veulent déstabiliser un pays sans intervenir

directement, ils savent comment financer, armer et entraîner les groupes subversifs. Quel soutien tous ces « crocodiles » qui prétendent vouloir protéger le peuple Haïtien accordent-ils aux organisations populaires qui n'ont jamais cessé de lutter avec un courage exemplaire contre toutes les dictatures, à l'intérieur, et contre toutes les agressions venant de l'extérieur ? Pour être vraiment solidaire du Peuple Haïtien, c'est au côté des mouvements populaires que nous devons nous trouver.

Nous devons respecter et soutenir leur choix qui est de refuser toute intervention étrangère. Ce qui se passe en Haïti actuellement ne peut être dissocié de l'affrontement décisif qui s'est déjà amorcé entre les profiteurs de l'hégémonie impérialiste occidentale et les Peuples qui entendent construire un autre monde. En ce sens, notre solidarité doit se traduire par le renforcement de notre propre lutte contre la présence colonialiste dans la région caraïbe.

*1 Vous pouvez en retrouver le texte et la liste des signataires dans le N° 199 de « Jik An Bout » daté du 30 octobre 2022 (Cf notre site)

*2 Les levers de boucliers contre la décision de la CEDEAO – qui soi-dit en passant est un regroupement économique qui n'a pas compétence pour prendre de telles décisions – et surtout la mobilisation des populations dans les pays concernés contre cette intervention, ont rendu impossible sa réalisation. En ce qui concerne le Kenya, le vote du Parlement qui s'oppose à l'engagement militaire en Haïti est venu, pour le moment, bloquer le projet.

PAWOL FONDOK

La colonisation sème chez les colonisés la désolation, la mort, le chaos. Mais elle sème aussi en eux – et c'est ça sa réussite la plus diabolique – le désir de devenir ce qui les détruit.

Mohamed Mbougar Sarr



INITIATIVES ALTERNATIVES

PAS QUESTION DE BAISSER LES BRAS !

Justice doit être rendue

Les empoisonneurs doivent être condamnés

Les victimes doivent être soignées et indemnisées

L'État français et les grands planteurs empoisonneurs s'imaginent qu'ils ne rendront pas compte de leurs crimes en « jouant la montre », en tronquant les procédures judiciaires, en tablant sur la disparition des victimes décimées par de lourdes pathologies. Qu'ils se détrompent. Notre Peuple ne déposera pas les armes tant qu'il n'aura pas obtenu justice et réparation. La semaine de mobilisation « Gaoulé Kont Klordékon » vient le leur rappeler.



Ce dimanche 22 octobre, en dépit d'une situation météorologique particulièrement dégradée, les organisateurs avaient décidé de maintenir le village prévu à la Savane de Fort-de-France et dédié à l'information du public. Celui-ci a pu entrer en contact avec les différentes associations qui luttent contre le non-lieu et pour obtenir Justice et Réparation. Nous joignons ci-contre le programme des activités de la semaine.

**Nos compatriotes
qui vivent en France
se mobilisent aussi !**

Ils ont décidé de porter leur soutien au « Gaoulé Kont Klordékon » en se rassemblant samedi 28 octobre à Paris. Le rendez-vous est à 14H, Place de la Nation.



**GAOULÉ KONT CHLORDÉCONE
22 AU 28 OCTOBRE 2023**



Programme de la mobilisation

DIMANCHE 22 OCTOBRE 8H-18H

VILAJ KONT CHLORDECONE

LUNDI 23 OCTOBRE 18H30

Bokantaj SANTE : Débat sur les impacts du Chlordécone sur la santé et sur les moyens d'en sortir.

MARDI 24 OCTOBRE 18H30

Bokantaj ACTIONS : Débat sur les plateformes des mouvements sociaux, les propositions de lois des parlementaires et la loi MAWON de la CTM.

MERCREDI 25 OCTOBRE 18H30

SWARE KILTIREL : Les artistes s'expriment contre le Chlordécone - musique, poésie, danse, peinture.

JEUDI 26 OCTOBRE 18H30

Bokantaj AGRICULTURE PECHE : Débat sur les problématiques et les alternatives.

VENDREDI 27 OCTOBRE 18H30

Bokantaj ACTIONS : Comment continuer le combat - perspectives judiciaires et autres?

SAMEDI 28 OCTOBRE 8H00

GRAN MANIFESTASYON AN LARI-A KONT CHLORDECONE : Départ de la Maison des Syndicats



■ SOLIDARITÉ AVEC LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE !

Que valait la vie des milliers de civils, des centaines d'enfants tués à chaque agression de l'état terroriste israélien dans les territoires occupés de Palestine. Le Peuple Palestinien martyrisé depuis plus d'un siècle bénéficie – t - il, lui aussi, du « droit de se défendre » et de s'attaquer aux terroristes sionistes ? Aujourd'hui, prétendant se venger de l'offensive menée par le Hamas sur son territoire, l'armée d'occupation, soutenue politiquement et accompagnée militairement par les puissances impérialistes occidentales, entend parachever son œuvre de destruction de la Palestine. Nous devons soutenir la résistance du Peuple Palestinien ! C'est ce que disent le CNCP et le PKLS dans leur communiqué commun que nous reproduisons ci-dessous.



« Un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être libre » (Karl Marx)

Depuis 75 ans les sionistes, imposent aux palestiniens.e.s un odieux système colonial d'apartheid, en violation flagrante du droit international, en négation totale des droits imprescriptibles du peuple palestinien. Les affrontements actuels, entre les combattants de la résistance palestinienne et l'armée israélienne d'occupation, sont la conséquence de la caution permanente et inconditionnelle des puissances impérialistes, comme les USA, la France, le Royaume Uni, qui depuis un siècle soutiennent les sionistes et leurs agissements qui se traduisent par des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, jamais jugés, jamais condamnés. L'État sioniste d'Israël, agit illégalement en totale impunité. Il n'a jamais respecté une seule décision de l'ONU, il n'a jamais été sanctionné. Tant qu'Israël voudra s'imposer comme « État juif », tant que ne cessera pas la colonisation, l'expropriation des terres palestiniennes, la destruction des maisons, la répression cynique, les arrestations, les emprisonnements y compris d'enfants, sans jugement, la confiscation des biens, les colonies de peuplement..., tant qu'il continuera d'enfermer tout un peuple dans des conditions inhumaines et de maintenir Gaza comme une véritable prison à ciel ouvert, avec un blocus total implacable depuis 2007, la population israélienne ne pourra pas vivre en paix, ni être libre. En Palestine il y a un peuple autochtone, le peuple palestinien victime d'une occupation coloniale

exercée par un État sioniste totalitaire oppresseur, dirigé par des racistes, suprémacistes. Nous saluons chaleureusement la résistance palestinienne exemplaire et le courage de ses combattants. La puissance de l'attaque contre les infrastructures militaires de l'occupant et la défaite infligée aux occupants Israéliens, à leur service de renseignement mettent fortement à mal le mythe de l'invincibilité d'Israël. Comme l'écrasante majorité de ceux qui soutiennent la lutte du Peuple Palestinien dans le monde, nous déplorons la mort des civils israéliens. Nous nous indignons de l'instrumentalisation de cette tragédie par l'état criminel d'Israël et ses complices occidentaux dont les mains sont pleines du sang des milliers de victimes civiles Palestiniennes qu'ils assassinent depuis des décennies. Face à la malfeasance des sionistes, des colonialistes, des impérialistes, les peuples du monde doivent opposer une résistance pour affirmer leur dignité, conquérir leur liberté et affirmer leur solidarité internationale. Notre solidarité est celle d'un peuple colonisé à un autre peuple colonisé, tous deux subissant la négation de leurs droits fondamentaux à l'autodétermination, à l'indépendance, à la souveraineté. Halte à la barbarie de l'occupation en Palestine ! Honte à la complicité des USA, de L'Union Européenne et de la France avec l'État terroriste d'Israël ! Martinique – Palestine, Solidarité !

Martinique, le 10 Octobre 2023.



■ L'HYPOCRISIE MISE A NUE !

Voici une information qui aurait dû faire la une des médias mais qui n'a pu être relayée qu'à travers les réseaux sociaux.



A global call for concrete action for the elimination of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance and the comprehensive imple
digitallibrary.un.org

L'ONU a présenté un projet de loi appelant à une action mondiale contre le racisme et la discrimination

Résumé du vote :

Oui : 106.

Non : 14.

Abstention : 44.

Sans droit de vote : 29.

Tous les membres votants : 193
Plus de 100 pays ont voté « Oui ».

Devinez qui a voté contre~ *États-Unis, Royaume-Uni, Australie, Canada, Israël, France, Allemagne, Pays-Bas.
Les grands européens sont NON.
Reste de l'europe ABSTENTION.

Ce sont les pays qui appellent constamment d'autres pays sur les droits de l'homme et la liberté.***

C'est le monde réel dans lequel nous vivons.

L'HYPOCRISIE À SON MEILLEUR 🙄

VEUILLEZ FAIRE CIRCULER LARGE - LES MÉDIAS SONT SILENCIEUX AUSSI- QUELLE HONTE !

Oui, c'est vrai. Lisez par vous-même @
<https://digitallibrary.un.org/record/3896183?ln=fr>

Document officiel du site de l'ONU

18:25

SUGGESTION DE LECTURE

* <https://www.legrandsoir.info/> / *Attaques généralisées contre la liberté d'expression par Contre Attaque.*

* <https://basta.media/> / « La loi plein-emploi va aggraver la maltraitance institutionnelle dans les Caf » par Collectif.



MEMOIRE DES PEUPLES

QUAND LA SUEDE CONTRIBUAIT AU « PROGRES » SCIENTIFIQUE

La Barbarie est une sécrétion naturelle de la « civilisation » bourgeoise occidentale. Cette conclusion est indiscutable quand on se réfère à la liste impressionnante des crimes contre l'humanité commis par les représentants des capitalistes, des colonialistes et des impérialistes depuis que l'occident a imposé au monde sa domination. Nous vous invitons à découvrir avec nous « une expérimentation cruelle, longtemps passée sous silence ». Les faits ont été rapportés par France 2.



Source : NOUVELLES D'ISLANDE

« En Suède, les enfants ne peuvent manger des bonbons que le samedi, une tradition qui date de la fin des années 1940. Une étude scientifique avait révélé que trop de sucreries pouvait gâter les dents. Près de 80 ans plus tard, la découverte des conditions de sa réalisation choque la société suédoise. (...) »

Mais la plupart des habitants ignorent l'origine de cette tradition, bien ancrée dans le pays. Elle repose sur une expérimentation cruelle, longtemps passée sous silence. Si aujourd'hui, le lien entre le sucre et les caries paraît évident,

en Suède en 1947, il fallait encore le démontrer scientifiquement, au prix de terribles souffrances. Une institution pour handicapés mentaux a été choisie pour mener une expérience sordide*¹. Selon les résultats découverts par une chercheuse, les patients ont été poussés à manger, en deux ans, de fortes quantités de sucre. "Les glucides, sous forme de bonbons collants sur les dents ont provoqué des caries chez presque tous. Sur les 1 000 participants à l'étude, dix ont eu un grand nombre de caries, jusqu'à 17, et 50 d'entre eux ont eu jusqu'à dix caries", explique Elin Bommenel, chercheuse à l'université de Lund (Suède). Ces résultats ont changé

fondamentalement la médecine dentaire, mais les douleurs terribles endurées par les 1 000 patients sont longtemps restées méconnues. »

* Note de la rédaction :

Les expériences ont été réalisées, sous l'égide de l'état suédois, dans l'institution pour handicapés mentaux de Vipeholmsanstalten à Lund. La mission des chercheurs était d'introduire le maximum de caries pour en étudier l'évolution et tester des médicaments. Bien entendu les sujets de l'expérience n'étaient pas informés des recherches et n'avaient pas donné leur consentement pour y être soumis. Même des enfants de 6 ans ont été utilisés comme cobayes dans ces expériences !





POURQUOI LE DEBAT SUR L'EVOLUTION INSTITUTIONNELLE REVIENT-IL SUR LA TABLE ?

Voici donc que le débat sur l'évolution institutionnelle de notre pays se réinstalle dans l'actualité. Depuis une dizaine d'années, en effet, à part quelques organisations qui continuent à militer pour la cause de l'Indépendance Nationale (dont le CNCP et le PKLS), les principaux courants politiques s'étaient installés dans un consensus inavoué pour mettre la question du statut au placard. Ainsi, le 8 décembre 2015, les organisations du « GRAND SANBLE¹ » et la droite de « BA PEYI A AN CHANS » scellaient une alliance dans le but de gagner la majorité à l'élection de la CTM. Les « Patriotes » et la « Droite » signaient, dans le cadre de ce qui était devenu alors le « GRAN SANBLE POU BA PEYI-A AN CHANS », un « Contrat de gestion » dont l'Article 8 indiquait que les parties s'engageaient à respecter « un pacte de stabilité statutaire durant la mandature, la priorité étant donnée au redressement économique et social de la Martinique et au respect de son environnement naturel² ». En clair, ils déclaraient un nouveau moratoire ! Depuis, cette alliance a imploré et a perdu la majorité à la CTM ; en 2021, ce sont les autonomistes de EPMN (Ensemble Pour une Martinique Nouvelle) qui sont revenus aux commandes. Concernant l'évolution institutionnelle, l'approche de ce rassemblement impulsé par le PPM est toujours restée la même : demander au gouvernement des aménagements



permettant une amélioration des relations entre la France et « notre région », mais cela, en martelant chaque fois sa volonté de « rester au sein de la République » et en réaffirmant leur refus viscéral de l'indépendance. Paradoxalement, ce sont deux décisions prises par la CTM qui ont ramené la question statutaire sur le devant de la scène : d'abord, l'adoption du drapeau Rouge Vert Noir et ensuite, la reconnaissance du créole comme langue officielle au même titre que le français.

Les forces les plus réactionnaires sont montées au créneau pour vilipender Serge LETCHIMI, le Président de la CTM, malgré toutes les déclarations qu'il a pu faire pour assurer que ces décisions ne remettaient pas en cause sa volonté que la Martinique reste intégrée à la République française. Pour les assimilationnistes invétérés, l'adoption de ce qu'ils appellent le « drapeau indépendantiste » et la réhabilitation du créole amorçaient un dangereux engrenage.

Mais c'est quand le Préfet, représentant du pouvoir colonial a attaqué la décision de la CTM concernant le créole devant le Tribunal administratif, qu'une levée de bouclier a eu lieu dans la population et que le débat sur la souveraineté a regagné la rue.

Dans un tel contexte, les propos tenus le 28 septembre dernier par Emmanuel MACRON devant l'Assemblée Régionale Corse ont contribué à relancer le débat sur l'évolution statutaire à tous les échelons de la société. Le Président Français a proposé une autonomie de l'île « sans désengagement de l'état » et « dans la République », et a promis aux élus corses "un texte constitutionnel et organique soumis à votre (leur) accord d'ici six mois", "la possibilité de définir des normes sur des matières ou des compétences transférées" sous le contrôle du Conseil d'État et du Conseil Constitutionnel, l'entrée de la Corse dans la Constitution, l'inscription des spécificités de la communauté insulaire et la création d'un "service public de l'enseignement en faveur du bilinguisme".



Beaucoup de Martiniquais ont posé la question : « Pourquoi les Corses et pas nous ? » et aujourd'hui, le débat sur l'indépendance a changé de nature. C'est surtout des réflexions sur sa faisabilité qui sont mises en avant. Les autonomistes, quant à eux, ont surtout vu dans les propos d'Emmanuel MACRON l'opportunité de s'embarquer dans le wagon pour

obtenir des « avancées » pour la Martinique.

Nous considérons, pour notre part, que ce qui importe, c'est la réflexion quant à la démarche qui, d'une part, garantira réellement le respect du droit à l'auto-détermination de notre peuple et, d'autre part, rendra effective le processus de décolonisation. Il n'est plus temps de se laisser

leurrer par les sempiternelles spéculations sur une hypothétique évolution institutionnelle dans le cadre de la République française.

1) Le « Gran Sanblé » était alors constitué du MIM, du PALIMA, du PCM, du RDM et de quelques transfuges du CNCP).

2) Comme si cela était possible sous la fêrule de la domination coloniale !



AGENDA

Dans le cadre de la commémoration des 40 ans du CNCP, « Jik An Bout » et les Comités Populaires ont le plaisir de vous inviter aux rencontres régionales qu'ils organisent. Chacun pourra y participer en fonction de sa disponibilité et de son secteur d'habitation.

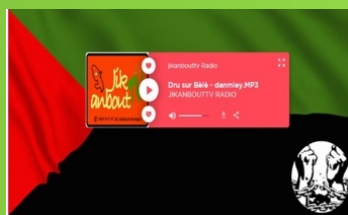
Au programme :

- * Projection de la vidéo retraçant les 50 ans d'engagement de notre mouvement (23')
- * Bokantaj sur les perspectives du CNCP et des Comités Populaires.

N.B. Les rencontres se tiendront de 18h00 à 20h30

CALENDRIER DES RENCONTRES 2023		
Secteur	Date	Lieu
Sud	Samedi 4 novembre	Lotissement La Haut Rivière Salée
Centre	Samedi 11 Novembre	Salle des Associations Places d'armes Lamentin
Fort – de - France	Samedi 25 novembre	Quartier Volga
Nord Caraïbe	Mercredi 29 novembre	Bourg de Fonds Lahaye
Nord Atlantique	Samedi 2 décembre	Bourg du Robert

Pour tout renseignement, contactez Léon SEVEUR au 0696.332.632



Radio Jik An Bout

Lien : <http://jikanbouttv.com/radio/>

&

Facebook Jik An Bout

UNE INFORMATION ALTERNATIVE

★

CONTACTS :

cncpmartinique@gmail.com

0696 41 41 32 / 0696 25 28 78 / 0696 33 26 32.

★★★

